

informations

Comité Régional CGT Occitanie



N° 286

août 2026



dossier

**Tour de France
à Carcassonne
et Foix**



Edito.. 2

A la une 3

- Incendies

dossier 7

**Tour de France
à Carcassonne
et Foix**



Actualité Syndicale. 12

- Fibre Excellence

Encore un été très chaud !

Le dérèglement climatique s'inscrit de plus en plus dans le quotidien des habitants de notre planète. Après les inondations, tornades, ou diverses catastrophes au cours de l'hiver, l'été a fait place à la sécheresse, la canicule, des chaleurs records et des incendies dévastant tout sur leurs passages !

Une grande pensée pour tous ceux qui œuvrent au plus près de ces catastrophes, je pense aux pompiers, personnels de santé, personnels des services publics, personnels de l'ONF, de météo France, etc. L'Occitanie a payé un lourd tribut à ces incendies.

Au-delà de l'inconscience de nombreux automobilistes jetant leurs mégots par les fenêtres, l'inaction gouvernementale à ce niveau aussi jette les professionnels qui luttent contre les incendies dans des conditions de plus en plus précarisées.

Nous y consacrons de nombreuses pages en faisant des propositions pour améliorer cet état de fait !



Et puis, le début de l'été avait été chaud à CARCASSONNE (30) et à FOIX (09), le 7 juillet, dans le cadre de l'étape du Tour de France cycliste, où nous étions près de 1 000 pour défendre les locaux de la bourse du Travail de Carcassonne et gagner de nouveaux locaux pour l'Union locale CGT de Foix ! Nous y consacrons de nombreuses lignes dans ce journal.

Enfin, dossier qui nous préoccupe depuis plus de 6 mois est la défense de l'emploi industriel, la défense de l'industrie, la défense de la filière bois/papier et la défense de nos territoires. Les salariés de SAINT-GAUDENS (31) ont mis l'usine sous protection. Avec un mépris affiché par l'Etat et le Président de la République, préférant s'asseoir sur la souveraineté industrielle de la France, l'usine de TARASCON est mise en liquidation judiciaire et celle de SAINT-GAUDENS connaîtra son avenir le 8 septembre prochain ! Nous serons présents au côté des salariés car, au-delà de sauver leurs emplois, on ne baissera jamais les bras, car l'industrie et les services publics sont les terreaux fertiles de la démocratie en territoire. Les laisser tomber, c'est faire le nid aux idées et partis d'extrême droite !

Enfin, même si cela passe sous les radars médiatiques au cours de cet été, les foyers de guerre sur la planète ne cessent de s'accroître et de s'inscrire dans la durée, comme en Ukraine ou dans la bande de Gaza, entraînant son lot de souffrance, de misère, de désespérance et de famine maintenant !

Alors, après l'été, faisons en sorte que la rentrée soit chaude,
TRES CHAUDE SOCIALEMENT !

Lionel Pastre,
Secrétaire Régional



Comité Régional CGT Occitanie

- 7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE
Tél. 05 61 23 35 52
- 474, allée Henri II de Montmorency
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 67 15 91 74

e-mail : cr@cgtoccitanie.fr

site : <https://crgtoccitanie.syndicatcgt.fr/>

N° 286 • août 2026

Prix : 1€

N° d'inscription à la CP 0221S05720

ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Conception et réalisation :

Comité Régional CGT Occitanie - 31300 TOULOUSE

Imprimé par le Comité Régional CGT Occitanie
31300 TOULOUSE

Incendies

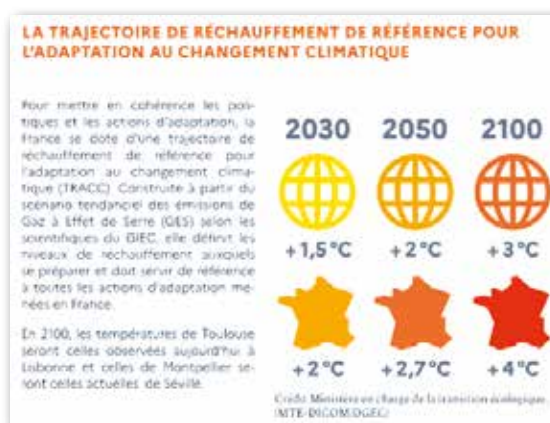
Dans notre bulletin régional « INFORMATIONS N°280 », d'août 2025, il y a un an, nous avons fait la une avec le dossier des incendies, avec un article intitulé « Le Monde brûle ! ».

Naïvement, nous pensons que les mégafeux ou autres incendies divers feraient réagir, au-delà des médias, la classe politique. Malheureusement, nous pouvons constater que, à quelques exceptions près, la question du dérèglement climatique n'est pas prise à la hauteur des enjeux pour l'avenir de la planète, le capital et les profits menant toujours les politiques publiques, au détriment des besoins des citoyens, des usagers et des salariés en première ligne sur ces questions d'incendies...

Au 14 août 2026, le bilan des incendies de l'été 2026 en France est exceptionnel par son ampleur, sa précocité et son impact humain, matériel et écologique.

L'ampleur des incendies est sans précédent cette année et ce, malgré des moyens conséquents mobilisés (jusqu'à 800 pompiers et 150 véhicules déployés sur un seul feu (Aude/Hérault, 2 juillet) et l'activation du Mécanisme européen de protection civile : Canadair croates, avions portugais, hélicoptères tchèques et slovaques) :

- 115 000 hectares brûlés sur l'ensemble du territoire en 2026, un record depuis 1949.
- 44 000 hectares déjà partis en fumée au 22 juillet 2026 pour la seule France métropolitaine, soit 4 fois la moyenne annuelle 2000 – 2020.
- 12 500 départs de feu recensés depuis le 1^{er} janvier 2026, tous types de végétation confondus.



Cet été 2026 est marqué par des canicules extrêmes, avec le 23 juin 2026 enregistré comme la journée la plus chaude en Europe depuis 1947. Les feux ont été favorisés par une sécheresse généralisée, des vents forts, un épisode El Niño, renforçant les anomalies de chaleur (entre le 17 juin et le 2 juillet, 5 764 décès supplémentaires ont été enregistrés, attribués aux vagues de chaleur extrême) et la connerie de certains, pyromanes volontaires ou inconscients jetant leurs mégots dans la nature, souvent par la fenêtre de leurs voitures...

Il faut souligner que 90 % des départs de feu sont d'origine humaine (80 % par négligences (mégots, barbecues, travaux mécaniques) et 10 % d'actes volontaires) et 5 à 10 % seulement sont d'origine naturelle (foudre, etc.).

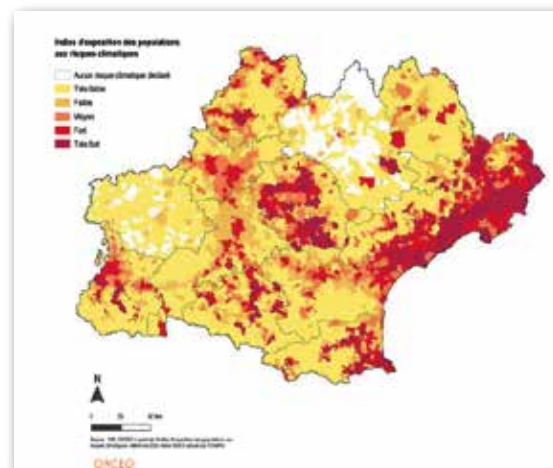
L'été 2025 était considéré comme le plus destructeur. L'été 2026 l'a déjà supplanté en étant le plus destructeur depuis 25 ans, le plus vaste épisode depuis 1949 en termes de surface brûlée. Cela démontre bien, s'il en était encore besoin, de l'accélération du risque incendie liée au changement climatique.

Bien entendu, l'Occitanie a encore payé un lourd tribut aux incendies. C'est l'une des régions les plus exposées. Les zones les plus touchées ont été l'Aude, l'Hérault, les Pyrénées Orientales ou encore le Gard. Le 2 juillet 2026, environ 1 000 – 1 500 hectares ont brûlés, 3 000 personnes évacuées, plus de 800 pompiers mobilisés. Dans les Corbières, il y a eu une multiplication de feux de garrigue, dont celui du 6 août 2026 parti d'une voiture en panne sur la bande d'arrêt d'urgence. Dans les Pyrénées-Orientales / frontière espagnole, l'ensemble de feux estivaux a conduit à environ 10 000 évacuations près de la frontière.

Les données croisées DREAL, DFCI, ONF et sapeurs pompiers montrent un profil très net des causes spécifiques en Occitanie :

- ≈ 90 % des feux d'origine humaine.
 - Travaux agricoles et débroussaillage : ≈ 50 % des départs (tracteurs, broyage, brûlage mal maîtrisé).
 - Malveillance / pyromanie : 20 – 30 % des feux.
- Causes naturelles (foudre) : part très minoritaire.

Les politiques de prévention en Occitanie existent mais force est de constater qu'elles s'avèrent très insuffisantes et que cela ne suffira pas à inverser cette catastrophique dynamique.



Il existe de nombreux outils de prévention, comme l'obligation de débroussaillage autour des habitations et infrastructures en zone à risque, des plans de protection des forêts contre les incendies et dispositifs DFCI (pistes, points d'eau, pare feux), les restrictions d'usage du feu et des travaux en période de risque élevé (arrêtés préfectoraux, niveaux de vigilance), une communication grand public (campagnes sur mégots, barbecues, brûlage de végétaux, etc), une cartographie fine des zones à risque (massifs méditerranéens, garrigues, piémonts), une surveillance renforcée en saison (patrouilles DFCI, vigies, moyens aériens pré positionnés), un travail engagé avec le monde agricole sur les pratiques à risque (fenêtres météo, matériel, consignes de broyage/débroussaillage).

Tous ces outils ont le mérite d'exister mais sont confrontés à de nombreuses limites. Le débroussaillage est incomplet ou tardif autour de certaines habitations, les travaux perdurent en conditions défavorables malgré les alertes (chaleur, vent, sécheresse). La sensibilisation est encore insuffisante sur le lien entre gestes quotidiens et départs de feu. Et la pression climatique croissante (sécheresse + canicules) rend les dispositifs historiques moins suffisants.

La vraie problématique, que ne souhaite pas aborder le gouvernement, est bien la question des moyens. Les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) manquent aujourd'hui de moyens pour répondre à des crises de cette ampleur. La diminution continue des capacités d'intervention, avec près de 1 000 camions-citernes déclassés en vingt ans, illustre ce désengagement. La CGT juge également inacceptable que la disponibilité des Canadair puisse être limitée par des pénuries de pièces de rechange.

Face à l'urgence climatique, la CGT estime que l'État doit s'appuyer sur l'ensemble des savoir-faire publics, mutualiser les compétences, associer les salarié·es et mettre en œuvre une gestion stratégique des approvisionnements afin de garantir une flotte opérationnelle en permanence.

L'adaptation climatique doit devenir une priorité à l'échelle industrielle et dans l'organisation du travail. Il faut accélérer le renouvellement des équipements sensibles à la chaleur, renforcer les réseaux, développer les capacités de surveillance en temps réel et anticiper des situations autrefois considérées comme exceptionnelles, mais qui tendent désormais à devenir récurrentes.

« Il n'y a pas suffisamment de moyens par rapport aux risques incendies auxquels on est confrontés aujourd'hui », a déploré lundi 13 juillet sur France Inter Sébastien Delavoux, sapeur-pompier et animateur du collectif CGT des Sdis.

« On voit que sur l'ensemble de la France, le risque feux de forêt existe, mais il n'est pas forcément anticipé avec les moyens adéquats partout », détaille Sébastien Delavoux, qui prend comme exemple l'incendie qui touche actuellement la forêt de Fontainebleau (Seine-et-Marne). Dans le week-end, les pompiers ont reçu le renfort d'agriculteurs qui arrimaient des citernes d'eau à l'arrière de leurs tracteurs.

« Depuis plus de dix ans, on a des scientifiques qui nous alertent sur les risques, et malheureusement, nous ne sommes pas prêts », alors que « notre travail, c'est l'anticipation », regrette le sapeur-pompier. Il rappelle qu'en 2021, la CGT « avait signifié au ministre de l'Intérieur qu'on avait perdu 1 000 camions dédiés à la lutte contre les feux de forêt, les CCF (camion-citerne feux de forêts) ».

Plus tard, après la saison des feux de 2022, Emmanuel Macron avait annoncé « l'achat de 1 083 » engins de lutte contre le feu d'ici 2027, mais le syndicaliste souligne que ces engins ne sont pas tous « des porteurs d'eau » et « qu'ils ne sont pas tous arrivés. » « Il faut systématiquement qu'on prenne un coup de pied au cul pour qu'on augmente le niveau de réponse, c'est ça qui est dommageable. » « Nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux », estime Sébastien Delavoux, qui le répète : « Il faut muscler la réponse pour que les sapeurs-pompiers fassent face aux risques d'aujourd'hui. »

7 syndicats de sapeurs-pompiers professionnels, dont la CGT SDIS, représentant 85 % des effectifs en France ont été obligés de lancer une pétition en juillet, dénonçant la situation de plus en plus difficile dans les Services d'Incendie et de Secours. Les budgets sont contraints, certains services de l'état se désengagent, les interventions, les violences sur les Pompiers ne cessent d'augmenter, le Samu engage les pompiers sur des missions de plus en plus éloignées de leurs prérogatives, la colère et la grogne se sont installés dans les rangs !

Ils demandent :

- la revalorisation de la prime de feu ;
- le recrutement massif d'emplois statutaires pour répondre aux besoins des SDIS de la population ;
- la mise au centre des préoccupations, les questions de protection de la santé et de la sécurité pour les sapeurs-pompiers ;
- la garantie de la pérennité de la CNRACL (caisse des retraites) ;
- la révision de l'organisation de la sécurité civile.

Lors de la réunion interministérielle du 27 juillet 2026, la CGT a réclamé un renforcement immédiat des moyens des SDIS : libération effective des sapeurs-pompiers volontaires par leurs employeurs, renforcement des effectifs de pompiers professionnels, renouvellement des véhicules d'intervention, accélération de la maintenance des Canadair et renforcement des moyens des autres institutions publiques concernées, notamment l'Office national des forêts (ONF), l'Office français de la biodiversité (OFB) et les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets).



Les pompiers étaient en grève le 13 août, jour d'une entrevue de leurs représentants avec Laurent NUNEZ, ministre de l'Intérieur. Ils entendaient rapporter la colère et l'épuisement des soldats du feu, qui demandent davantage de moyens et d'hommes en pleine saison des incendies. Ils ont insisté sur le fait que les soldats du feu ne peuvent pas compenser indéfiniment les insuffisances d'un système arrivé à saturation.

Cette rencontre avec Laurent Nuñez n'a pas eu le résultat qu'ils souhaitaient. Les pompiers, ressortis bredouilles, informant que le ministre n'était pas « au rendez-vous », avec le sentiment que le gouvernement ne mesure pas l'urgence de la situation, en pleine crise des incendies. Ils appellent maintenant à manifester le 29 septembre prochain.

J'en terminerai en ayant une pensée pour les pompiers professionnels décédés en intervention, pour les autres victimes dont beaucoup de blessés (encore chez les pompiers...) et envers les personnes évacuées, aux enfants choqués, et en exprimant ma plus profonde gratitude aux pompiers, véritables guerriers du feu, personnel médical dont celui hospitalier qui se mobilise une fois de plus pour soigner les victimes et les malades, et aux agentes et agents territoriaux qui œuvrent sans relâche.

Va-t-on continuer longtemps de regarder, de s'émouvoir, sans que les choses ne changent, ne s'améliorent? Va-t-on continuer cette inflation du voyeurisme à outrance (les pompiers étant même obligés de recadrer des « journalistes » de chaînes d'infos en continue parce qu'ils s'approchaient trop des feux, les gênant pour faire leur travail!) ? Va-t-on continuer à laisser mourir ce service public ô combien primordial et nécessaire ?

Les politiques devront rendre des comptes. Prennent-ils au moins conscience qu'ils sont en partie responsables de tout cela ?

Pourquoi le gouvernement s'obstine-t-il à ignorer les alertes répétées du terrain ?

Pourquoi investir massivement dans la guerre et l'armement plutôt que de protéger nos concitoyens, nos forêts et ceux qui risquent leur vie pour nous tous et toutes ?

L'idéologie libérale tue et détruit! Après les hommages et les belles paroles, nous exigeons maintenant des actes et des moyens!

Lionel PASTRE
Secrétaire régional CGT Occitanie





Tour de France 2026 à Carcassonne et Foix

**Le Tour de France cycliste 2026 est resté 3 jours en Occitanie,
mais une étape avait retenu notre attention.
Celle du 7 juillet qui conduirait les coureurs de Carcassonne à Foix.**

Très vite, la décision a été prise de cibler cette journée pour en faire une initiative de grande ampleur pour clamer haut et fort notre combat pour les libertés syndicales, les libertés d'expression et pour la sacralisation de nos bourses du travail.

A Carcassonne, le maire RN menace d'expulser certaines organisations syndicales, dont la CGT, de leurs locaux historiques! A Foix, l'Union locale CGT a été expulsée de ses locaux il y a déjà quelques années et des discussions étaient en cours avec la nouvelle mairie pour essayer de les regagner.

L'enjeu étant de taille, notre secrétaire générale, Sophie BINET, a répondu présent.

1 000 T-shirt avaient été commandés pour faire que ces villes redeviennent ROUGE!

A Carcassonne, 700 camarades, venant de toute l'Occitanie, ont répondu présents. Un départ fictif (avec pas moins de 80 cyclistes) a pu être donné sous le regard du maire de Carcassonne. Des camarades des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, des Vosges étaient également présents.

A Foix, plus de 250 camarades ont passé la journée sous un soleil accablant, mais cela en valait la peine

puisque une déclaration des camarades de Fibre excellence a pu avoir lieu et, surtout, la remise de clé pour une nouvelle Union locale à Foix a été faite à Sophie VIEIRA et Sophie BINET par le maire de Foix. Une visite des nouveaux locaux a eu lieu après l'arrivée de l'étape du Tour.

Cette journée a été une totale réussite. Je tiens à remercier tous les camarades qui ont aidé, en particulier pour préparer les repas, aux deux Sophie (TROCHET et VIEIRA), aux camarades des bureaux et CE des UD09 et 11, aux UL de Carcassonne et de Foix, à tous les secrétaires généraux des UD d'Occitanie, à Dominique PIRON et à

Tour de France 2026 à Carcassonne et Foix ...suite...

tous les camarades qui ont participé à cette journée inoubliable !

Le combat paye, la lutte continue !

Lionel PASTRE

Secrétaire régional CGT Occitanie

Intervention

Sophie TROCHET

Secrétaire générale UD11

à Carcassonne

« Bienvenu et merci à tous les camarades d'Occitanie,
Bienvenu aux délégations des autres départements et régions,
Bienvenu à Sophie BINET, notre secrétaire générale,

Carcassonne est en rouge aujourd'hui !
Pour les libertés syndicales ! La liberté de se syndiquer, la liberté de s'organiser et de revendiquer !

La CGT, via la vie ouvrière, son journal d'information, est présente dans la caravane du tour de France depuis 1947. Sa participation est pérenne à vie, pour remerciements d'avoir résisté et continué à informer, dans la clandestinité, pendant la guerre.

Personne, et en particulier le maire RN de Carcassonne, ne peut remettre en question et nous priver de nos locaux syndicaux. Nous ne sommes ni des voyous, ni des squatteurs !

Les bourses du travail, les maisons et locaux syndicaux interprofessionnels sont des outils pour accueillir les travailleurs et les travailleuses. Chaque jour, des salariés viennent dans les bourses du travail chercher écoute,

conseils, aides sur leurs conditions de travail, sur les salaires.

Sans les luttes, pas de congés payés !
Sans les luttes, pas de conquies sociaux, pas de sécurité sociale ! Sans les luttes, pas de services publics, qui assurent chaque jour le rempart aux crises successives ! Comment coordonner tout cela sans nos bourses du travail ?
Ce qui, jusqu'à présent, était un usage républicain, de mettre à disposition des locaux syndicaux, doit être, à l'heure où l'ombre brune se répand, inscrit dans la loi ! Revendiquons sans relâche les libertés syndicales !

Toutes les conquêtes sociales sont issues de hautes luttes. Dans un contexte économique et social difficile, que ce soit au niveau national ou mondial, il n'y a pas d'autre alternative que de continuer le combat, pour le progrès social, pour la paix et la justice sociale. Le syndicalisme, ce n'est pas une institution ni des élites. Ce sont des salariés qui ont décidé librement de relever la tête et se battent pour leurs droits.

Pas justice sociale sans syndicats, pas de droits sans syndicats !

Attaquer un syndicat, c'est attaquer tous les syndicats ! Attaquer les syndicats, c'est attaquer tous les travailleurs et les travailleuses !

Sans plus tarder, la parole à notre Secrétaire générale, Sophie BINET. JE vous remercie. »

Conférence de presse

Sophie BINET

à Carcassonne

« Bonjour à toutes et à tous

Aujourd'hui, ce sont plus de 700 militants et militantes de la CGT qui sont

dans toute la ville de Carcassonne, vous en avez un petit extrait ici, mais c'est seulement une délégation. On aurait dû être encore plus nombreux si nos camarades des Pyrénées-Orientales n'avaient pas été coincés chez eux par les incendies.

Jeu veux d'abord commencer en leur témoignant tout le soutien de la CGT, en direction non seulement des habitants des Pyrénées-Orientales mais de tous les habitants du sud puisqu'il y a aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, 19 incendies qui ravagent le sud du pays. Je veux aussi rendre hommage aux pompiers qui sont des centaines à affronter ces incendies avec très peu de moyens alors que nous tirons la sonnette d'alarme depuis des années et des années pour dire qu'il faut plus de pompiers professionnels, que 12 canadair en France ça ne suffit pas, que quand en France on sait construire des rafales ou des Airbus, on devrait être en capacité de construire des canadair pour équiper nos pompiers pour pouvoir faire face au feu.

Ça suffit, les leçons doivent être tirées, il faut enfin prendre des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique, pour lutter contre la canicule et tous les dérèglements climatiques, pour protéger les travailleurs et les travailleuses et je tiens à dire que, dans cette bataille contre le réchauffement climatique, l'extrême droite et le maire de Carcassonne est aussi un problème puisque c'est aussi lui qui développe des discours climatosceptiques et qui explique qu'il n'y a pas de problème et qu'il ne faut surtout rien faire.

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est pour dire qu'être élu maire, ça ne donne pas les pleins pouvoirs. Quand



on est en France, quand on est élu président de la République, 1er ministre, président de région, président de conseil départemental, maire, on n'a jamais les pleins pouvoirs. C'est le principe dans notre pays comme dans toute démocratie. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est que la France n'est pas la Russie. En France, les libertés syndicales sont constitutionnelles. En France, un maire n'a pas le droit d'expulser des organisations syndicales, de couper les financements des associations, parce que ces organisations syndicales ou ces associations ont tenu des propos qui ne lui plairaient pas ! L'indépendance syndicale, c'est une valeur constitutionnelle, c'est un principe, c'est un droit, c'est même un devoir pour nous. Ce n'est pas un maire qui a le pouvoir de choisir ce que les organisations syndicales peuvent dire ou ne pas dire, faire ou ne pas faire.

Nous sommes ici pour dire qu'expulser les organisations syndicales de la bourse du travail de Carcassonne, c'est très grave parce que ça prive les

100 000 habitants et habitantes de la métropole de Carcassonne de l'accès à leurs droits fondamentaux. Les travailleurs et les travailleuses ont des droits. Ils sont écrits dans le code du travail mais s'il n'y a pas de syndicat pour les faire respecter, ces droits sont uniquement théoriques !

Ici, à Carcassonne, il y a beaucoup d'emplois précaires, beaucoup d'emplois saisonniers, beaucoup d'emplois dans des petites entreprises dans lesquelles les syndicats ne sont pas. S'il n'y a pas de bourse du travail pour défendre les travailleurs et les travailleuses, ce sont des travailleurs sans droits, ce sont les pleins pouvoirs pour les patrons voyoux qui ainsi peuvent généraliser les heures sup non payées, imposer des conditions de travail scandaleuses ou licencier sans motif.

Et donc, en nous expulsant de la bourse du travail, le maire donne des pleins pouvoirs aux patrons voyoux, permettant d'organiser le dumping sur le territoire et de défavoriser tous les patrons qui respectent les règles et

précarisent un peu plus les habitants et les habitantes de Carcassonne.

Nous sommes ici pour dire que, contrairement à ce que dit le maire de Carcassonne, les voyoux ce ne sont pas celles et ceux qui sont dans la bourse du travail. Les voyoux, c'est ceux qui sont aujourd'hui sur le banc des accusés, à Paris, et qui comparaissent pour avoir détourné plus de 4 millions d'euros d'argent public. Les voyoux et les multirécidivistes, ce sont eux qui, comme le maire de Carcassonne, s'attaque à la liberté de la presse, coupe les annonces légales dans toute la presse locale pour la première fois, ceux qui profèrent les insultes sexistes, ceux qui font des menaces contre les lycéens, qui infiltrent les lycéens qui essaient de s'organiser et de manifester !

Le maire de Carcassonne, malheureusement, ça n'est ni un fou ni un excentrique. C'est un attaquant multi-récidiviste contre notre démocratie. Ce n'est pas quelqu'un de radicalisé, isolé, c'est une attaque en bande organisée qui est en place puisque c'est le fruit d'une politique portée par un parti, le Rassemblement national, et ce qui se passe ici, à Carcassonne, ça confirme le danger absolu que fait planer le Rassemblement national pour les droits des travailleurs et des travailleuses et pour d'autres démocraties.

La CGT et les organisations syndicales, nous tirons la sonnette d'alarme. On le voit, derrière le ravalement de façade que le Rassemblement national essayait de mettre en place depuis des années, le Rassemblement national n'a pas changé. C'est une extrême droite dure qui remet en cause les principes

Tour de France 2026 à Carcassonne et Foix ...suite...

fondamentaux de notre démocratie et qui s'attaque, en permanence, aux droits des travailleurs et des travailleuses.

Alors, face à ces attaques, nous sommes unis, c'est l'ensemble des organisations syndicales qui sont main dans la main et qui résistent. Nous ne nous laisserons pas diviser par de basses manœuvres. Nous sommes unis, c'est l'ensemble des professions, l'ensemble des territoires, de la CGT, qui sont mobilisés auprès des militants et des militantes de Carcassonne et je tiens à dire à Sophie, la Secrétaire générale de l'union départementale de l'Aude, qu'elle peut compter sur toute la CGT, que la CGT répondra toujours présente. Aujourd'hui, nous sommes 700. Demain, si ces attaques ne cessent pas, nous serons 2 fois plus, 3 fois plus, 5 fois plus, 10 fois plus. La CGT ne se laissera jamais déloger. Ce ne sont pas les syndicalistes qui sont les squatteurs. Nous sommes ici, dans cette bourse du travail, depuis 89 ans. Ce n'est pas un maire élu, depuis à peine 6 mois, qui va nous déloger de cette bourse du travail dans laquelle nous sommes depuis 89 ans du fait des missions d'intérêt général que nous fixe la loi, du fait de notre devoir de syndicaliste. Nous ne nous laisserons pas faire.

Je tiens pour finir à rendre hommage au tour de France, à cette magnifique compétition qui est regardée dans le monde entier, qui donne une image de la France à l'ensemble du monde. Je tiens à rendre hommage aux coureurs qui viennent du monde entier et qui, dans quelques heures, vont franchir la ligne de départ.

Ce que nous disons à la CGT, à tous les travailleurs et les travailleuses du monde qui nous regardent aujourd'hui, c'est shalom, salam, adieu, halo, hello, ola, bonjour.

Nous ne laisserons pas l'extrême droite, ces idées de haine, ces principes de division, de mise en opposition, diriger, déchirer notre pays, déchirer notre monde et notre société. Nous, syndicalistes, militants et militantes, nous ne laisserons pas passer. J'étais hier avec nos camarades espagnols à Barcelone et je tiens aussi à apporter aux militants et militantes de Carcassonne tout le soutien de nos camarades des commissions ouvrières espagnoles et de nos camarades de la CGIL d'Italie qui sont à nos côtés dans cette lutte contre l'extrême droite et qui se serrent les coudes.

No pasaran ! »

Prise de parole de Sophie VIEIRA, secrétaire de l'UD de l'Ariège à Foix

Il a fait chaud... très chaud ! Mais aujourd'hui, ce Tour de France de la CGT, ce Tour que nous avons baptisé Carca-Foix, est avant tout un Tour des luttes, des solidarités et des revendications. C'est le tour de celles et ceux qui refusent la résignation et qui continuent de croire que le monde du travail peut gagner de nouveaux droits.

Votre présence aujourd'hui, celle de notre secrétaire générale Sophie Binet, de la CGT Occitanie, des Unions départementales, des Unions locales, des syndicats et des militantes et

militants venus de plusieurs territoires, est un message fort.

Elle démontre une chose essentielle : la CGT est une seule et même organisation. Quand un territoire est en lutte, c'est toute la CGT qui est à ses côtés.

Et c'est bien de cela dont il est question aujourd'hui : de solidarité, mais aussi de libertés syndicales.

Depuis plusieurs années, les attaques contre notre organisation se multiplient. Elles prennent des formes différentes, mais poursuivent toujours le même objectif : empêcher la CGT de faire son travail, empêcher les travailleuses et les travailleurs de s'organiser, empêcher la contestation sociale de s'exprimer.

On cherche à nous expulser de nos locaux. On remet en cause nos moyens syndicaux. On tente d'intimider nos représentantes et représentants. On criminalise l'action syndicale. On voudrait une CGT silencieuse, une CGT qui accompagne les reculs sociaux, une CGT qui ne dérange plus.

Mais cette CGT-là n'existera jamais. Nous voulons aujourd'hui apporter notre soutien fraternel à nos camarades de l'Union départementale CGT de Carcassonne, qui subissent une attaque inacceptable contre leurs locaux menée par une municipalité d'extrême droite.

Et il faut appeler les choses par leur nom.

L'extrême droite n'a jamais été une alliée du monde du travail. Elle s'est toujours opposée aux conquêtes ouvrières, aux libertés syndicales, au droit de grève et aux droits des salarié-e-s. Elle cherche à diviser les travailleuses et les travailleurs selon

leurs origines, leurs religions ou leurs nationalités, là où la CGT construit l'unité de notre classe.

Plus de solidarité, plus de syndicalisme, plus de luttes.

Car ce qui est en cause à Carcassonne, ce n'est pas seulement un bâtiment. C'est le droit, pour les travailleuses et les travailleurs, de disposer d'un lieu pour s'organiser, se défendre, se former et construire les mobilisations. Nos camarades de l'Union départementale du Tarn-et-Garonne ont connu, eux aussi, ce type d'attaque il n'y a pas si longtemps.

Oui, il ne s'agit plus de situations isolées, dans de nombreuses collectivités, quelles que soient parfois les majorités politiques, nous constatons une même tentation : réduire les espaces de liberté syndicale, compliquer notre activité, fragiliser nos organisations en espérant affaiblir les luttes. Ils se trompent.

Depuis plus de dix ans, ici à Foix, notre Union locale mène ce combat avec détermination. Dix années à revendiquer des locaux dignes pour accueillir les salarié-e-s, les privé-e-s d'emploi, les retraité-e-s, les jeunes qui franchissent la porte de la CGT parce qu'ils cherchent un soutien, une écoute ou une solution. Pendant ces dix années, les militantes et les militants n'ont jamais baissé les bras.

Aujourd'hui, même si une procédure juridique est encore en cours, des locaux nous ont enfin été proposés. C'est une première victoire, le fruit de notre persévérance et de notre détermination. Mais une promesse ne suffit pas. Nous attendons désormais des actes.

Nous resterons mobilisés jusqu'à ce

que cette proposition devienne une réalité.

Parce qu'à la CGT, rien n'est jamais donné. Tout se conquiert.

Cette solidarité, nous voulons aussi l'exprimer envers nos camarades de Fibre Excellence à Saint-Gaudens. Leur combat est emblématique des enjeux auxquels le monde du travail est confronté aujourd'hui.

Derrière cette lutte, il y a des centaines d'emplois, un savoir-faire industriel, un bassin de vie tout entier et l'avenir de notre industrie. Une fois encore, ce sont les salarié-e-s qui paient les conséquences des logiques financières alors qu'ils sont les seuls créateurs des richesses.

Les camarades s'exprimeront bien mieux que moi tout à l'heure sur cette lutte.

Mais qu'ils sachent que la CGT est pleinement à leurs côtés, comme elle est aux côtés de tous les salarié-e-s qui refusent les licenciements, les fermetures de sites et la désindustrialisation de notre pays.

Notre présence aujourd'hui est aussi un engagement : celui de faire vivre la solidarité entre toutes les luttes.

Car lorsqu'un salarié-e est attaqué à Saint-Gaudens, lorsqu'une Union départementale est attaquée à Carcassonne, lorsqu'une Union locale est fragilisée à Foix, c'est toute la CGT qui doit répondre présente. Et cette solidarité dépasse largement nos frontières.

La CGT est une organisation profondément internationaliste.

Nous savons que les combats des travailleuses et des travailleurs sont les mêmes partout dans le monde : pour la paix, pour les libertés, pour la justice sociale, contre l'exploitation, contre le racisme et contre toutes les formes de domination.

Face à une mondialisation qui met les salarié-e-s en concurrence, notre réponse n'a jamais été le repli sur soi. Notre réponse, c'est la solidarité internationale entre les travailleuses et travailleurs.



Fibre Excellence

Le 1^{er} juillet dernier, dans un communiqué de presse, la CGT interpellait l'Etat pour empêcher la liquidation, rappelant que, depuis de longs mois, les salarié-es se battent avec leurs organisations syndicales pour sauver leurs emplois, les sites industriels de St-Gaudens et Tarascon, le projet de relance de la Chapelle-Darblay. À travers Fibre Excellence, ce sont 700 emplois directs qui sont en jeu, 10 000 emplois indirects, et l'équilibre de toute la filière bois.

L'arrivée d'un nouvel investisseur ces dernières semaines a empêché la liquidation de l'entreprise. Un véritable projet industriel et un plan de financement sont aujourd'hui sur la table, qui ont été présentés ce jour lors d'une table-ronde organisée par le ministère de l'Industrie. Le gouvernement avait fait de l'apport de financement privés et de l'existence d'un projet industriel la condition de son engagement pour sauver Fibre Excellence.

Les conditions posées par l'Etat étant remplies, le gouvernement doit donner toutes les garanties et aides nécessaires pour assurer une décision positive du tribunal de commerce. Pour cela, il dispose encore de leviers : tarifs de l'électricité, quotas carbone, régulation du marché du bois, aides directes.

S'il n'agissait pas immédiatement, l'Etat porterait la responsabilité d'un échec, alors que le gouvernement affiche la volonté de créer 32 000 emplois en relançant l'industrie ! L'ensemble de la filière bois-papier serait impactée sur le long terme, alors même que les produits issus de la cellulose représentent une alternative industrielle rentable et vertueuse tant au point de vue économique qu'environnemental. La CGT, avec les salarié-es, jugera sur pièces. Déterminée

et combative, elle a pris ses dispositions pour assurer la préservation des sites industriels, y compris si l'Etat ne crée pas les conditions d'une décision positive du tribunal de commerce.

Le dépôt du dossier de reprise a été déposé à 23 h 52 le 2 juillet. Ce projet de reprise de développement et de diversification a été examiné par le tribunal de commerce de Toulouse le 6 juillet.



Le 7 juillet, à FOIX, lors de l'arrivée de l'étape du Tour de France cycliste, le syndicat CGT Fibre excellence a interpellé le Président de la République en ces termes :

« Depuis 6 mois nous nous mobilisons pour sauver nos emplois, mais également ceux de tout un territoire, que ce soit à Tarascon comme à Saint-Gaudens.

C'est un total de 670 emplois directs, dont 350 à Saint-Gaudens, et 10 000 emplois induits, dont 5 000 pour le Comminges et les départements voisins dont l'Ariège. C'est toute l'économie locale qui est en jeu.

La seule usine de Saint-Gaudens apporte 100 millions d'Euros par an dans l'économie locale. Les 2 usines de Saint-Gaudens et Tarascon sont les seules à produire de la pâte à papier marchande en France.

Pendant le COVID toute la production de pâte a été arrêtée dans le monde sauf dans nos usines françaises. Nous avons continué à produire malgré les risques. Là, l'Etat a jugé que notre activité relevait d'une mission d'intérêt public.

Alors aujourd'hui nous interpellons le Président de la République. Vous êtes où Monsieur le Président ?

Vous êtes venu en Ariège en avril dernier pour inaugurer une usine c'est bien, mais allez- vous en laisser fermer une à 150 km de là ?

Vous serez sur le Tour de France dans les prochains jours c'est bien. Le symbole est fort car pour vous, sauver nos usines c'est beaucoup moins dur que de gravir le Tourmalet ou de le descendre sur vos skis comme vous savez le faire quand vous venez au pays.

En effet, il vous suffit de le décider comme vous l'avez déjà fait, notamment pour sauver les chantiers de Saint-Nazaire et la CGT s'en félicite car les résultats sont là. Les chantiers tournent à plein régime et toutes les filières en bénéficient.

A Fibre Excellence, nous sommes dans le même cas de figure. Avec la production de pâte à papier c'est toute la filière bois/papier qui répond à des besoins essentiels pour toutes les autres, mais également aux produits de première nécessité pour la population, notamment dans l'emballage et les produits d'hygiène, sans oublier toute la partie santé, aide à la personne et petite enfance.

Alors que l'Occitanie brûle, on sait combien la filière bois avec un prix et un marché régulé par l'Etat participera à la protection et à la bonne gestion de nos forêts dans le cadre du service public de l'ONF.

Pour toutes ces raisons, aujourd'hui nous soutenons le projet de reprise de développement et de diversification qui a été défendu le 6 juillet devant le tribunal de commerce de Toulouse.

Il répond aux enjeux de sauvetage des usines de Tarascon et Saint-Gaudens.

Il aide fortement au lancement effectif du projet de production de papier déjà bouclé et en attente à Chapelle d'Arblay.

Il permet l'aboutissement d'un marché intégré à haute valeur ajoutée.

Il permet de développer toute la filière et la diversification sur le long terme pour répondre aux enjeux environnementaux et de souveraineté industrielle.

Enfin, il protège toute la filière qui pour la seule Occitanie, représente 6 400 entreprises et 15 800 emplois.

Tout cela tient à la seule décision de l'état, de prendre sa part comme lui demande le tribunal de commerce. À ce jour votre gouvernement ne répond plus que par des faux-fuyants et que l'on ne nous parle pas de moyens ! Vous portez personnellement la réindustrialisation en territoire avec 150 projets sur 63 départements pour 70 milliards d'euros d'investissement et un objectif de 32 000 créations d'emplois.

On le voit, les moyens financiers y sont ! Mais à quoi cela servirait-il si en même temps, on sacrifie 2 usines, des milliers d'emplois et toute une filière pour juste quelques millions d'euros ?

En conclusion, Monsieur le Président prenez la seule et bonne décision cohérente avec vos engagements sur l'industrie, répondez favorablement au tribunal de commerce d'ici le 27 juillet !

Monsieur le Président nous vous donnons rendez-vous le 9 juillet à Pau pour l'étape Pau Gavarnie. Fibre excellence et ses représentants seront présents. »

La CGT a été reçue par les représentants de l'Elysée qui ont exprimé l'engagement personnel du Président de la République et son souhait de voir la production redémarrer.

La présidence de la République et la CGT ont convenu, entr'autre, que l'Etat devait protéger les usines contre toute tentative de l'ancien actionnaire (AFP) de bloquer le projet de reprise.

Ce dernier aspect est crucial dans un contexte où se confirme qu'APP est engagé dans une opération visant à racheter les usines européennes du groupe Essity et d'écouler ainsi sa pâte à papier produite hors d'Europe en lieu et place de celle produite par Fibre Excellence.

La CGT a demandé que le président de la République organise, dès la semaine suivante, une réunion de travail

conclusive pour permettre aux différentes parties au dossier de boucler les sujets techniques et de trouver la voie de la reprise effective, du redémarrage des 2 usines de St-Gaudens et Tarascon, de la remise au travail des 670 salariés et de la continuation du projet Chapelle-Darblay.

Pour la CGT, les engagements doivent se traduire en actes immédiats. Il n'est pas question de rester sur des promesses sans lendemain !

Au 15 juillet, toujours aucune nouvelle malgré un courrier cosigné par les secrétaires généraux des OS (CGT-CFDT-FO) et les présidences des régions PACA et Occitanie.

La CGT a rappelé que les salariés étaient mobilisés plus que jamais et déterminés à ce que ce projet de reprise aille au bout, afin que tout un territoire ne meure pas ! Personne ne prendra les usines (décisions des salariés du 18 juin 2026) sauf si une décision du tribunal de commerce s'avère positive le 27 juillet !

Le 17 juillet, le Président de la République répondait via un SMS : « L'Etat a déjà bien avancé en aidant à plus de 100 millions et qu'il passe le dossier à Roland LESCURE pour être sûr que tout est fait pour sauver l'activité et les emplois. » Ce SMS est soit sérieux, ... soit il affiche un mépris avec un choix purement politique. Celui de continuer d'arroser d'argent public l'investisseur indonésien qui est sur un projet de prédation de toute la filière bois/papier en France, comme en Europe !

La CGT a interpellé le Président de la République en lui demandant de choisir son camp. Mais si le choix était bien celui du mépris, ce serait un nouveau scandale d'Etat et industriel ! Il couterait très cher socialement, économiquement et politiquement !

Les salariés ont choisis leur camp depuis longtemps et ils sauveront les usines quoi qu'il en soit !

Le 21 juillet, les salariés ont décidé de mettre leurs usines sous protection. Dans un communiqué, ils informent « Monsieur le Ministre de l'Intérieur que le fait que leur usine est aujourd'hui en parfaite sécurité, ce qui est une nécessité absolue compte tenu de la sensibilité du site. Cela se fait de façon responsable, maîtrisée et dans le calme. »

Le 27 juillet, l'audience au tribunal de commerce de Toulouse avait lieu. Elle a été marquée par le constat d'échec des offres précédentes et l'émergence d'une nouvelle solution de dernière minute pour tenter de sauver les emplois.

Malgré toute la mauvaise volonté de MACRON et LECORNU, la mobilisation des salariés de Fibre Excellence conjuguée à la mobilisation de leurs organisations syndicales et des collectivités territoriales, a permis d'intéresser industriels et financiers.

Les juges ont décidé d'acarter le projet de reprise de l'intégralité des deux sites porté par Matthieu PIGASSE que l'Etat n'a pas défendu !



Le gouvernement et le président de la République portent la responsabilité directe et entière du gâchis que représente la Potentielle liquidation de l'usine de Tarascon, la suppression de 350 emplois directs et 5 000 emplois induits et de l'affaiblissement sans précédent porté à la filière ! En démontrant que le maintien de l'emploi industriel n'entre pas dans ses priorités, MACRON confirme ne pas vouloir réindustrialiser la France !

La bataille n'est pas terminée pour autant. L'offre de reprise de l'usine de SAINT-GAUDENS, présentée à la dernière minute par une structure familiale française, est présentée comme très sérieuse par le tribunal. Un délai supplémentaire est nécessaire.

Le 30 juillet, le tribunal de commerce a fixé une audience le 8 septembre où l'offre définitive sera examinée.

La CGT défend plusieurs exigences prioritaires :

- maintien de l'activité industrielle. Tarascon : mise en place sous l'égide de la préfecture d'un comité de maintien de l'outil industriel associant l'Etat, collectivités, acteurs économiques, industriels et forestiers, salariés via leur OS Pour rechercher toutes les solutions d'avenir pour le site avec demande d'activation de dispositifs de maintien transitoire des emplois et compétences, et négociation de garanties sociales renforcées ;
- préservation de l'ensemble des options de redémarrage pour Tarascon, Saint-Gaudens et Chapelle-d'Arbay ;
- travail de fond sur l'avenir de la filière bois et l'approvisionnement.

Malgré la gravité de la situation, plusieurs éléments montrent que des pistes de reprise existent encore. L'urgence est désormais de gagner du temps, obtenir l'engagement des pouvoirs publics, protéger les installations industrielles et construire des solutions crédibles permettant de préserver l'emploi et l'avenir de l'ensemble des sites Fibre Excellence

RENDEZ-VOUS NOMBREUX,
LE 8 SEPTEMBRE 2026,
DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE
DE TOULOUSE POUR :

LA DEFENSE DE L'EMPLOI

LA DEFENSE DE L'INDUSTRIE

LA DEFENSE DE LA FILIERE BOIS/PAPIER

LA DEFENSE DE NOS TERRITOIRES

Lionel PASTRE

Secrétaire régional CGT Occitanie



nvo

Presse & Édition CGT

AGENDAS 2027

Parution automne 2026

Pour des militants
au rendez-vous des luttes
sociales et syndicales




**AGENDAS
ENGAGÉS**
Papier issu
de forêts gérées
durablement
Certifié FSC
C012345
végétal

- 10 %

À partir
de 10 articles d'une
même référence

BON DE COMMANDE PAPETERIE 2027

ADRESSE D'EXPÉDITION (* Champs obligatoires – Écrire en lettres capitales – Merci)

Syndicat/Société (Si nécessaire à l'expédition)

☐ Mme ☐ M. Nom *

Prénom *

Adresse

Code postal *

Ville *

Fédération ou branche professionnelle

Tél.

Courriel *

@

Référence	Désignation	Prix unitaire	Quantité	Total	Remise - 10 % *	Montant
05270101	Poche 9 x 13 cm	5,00 €				
05270102	Planning 9 x 17 cm	7,00 €				
05270103	Compact 13 x 21 cm	9,00 €				
05270104	Carré 20 x 20 cm	12,00 €				
05270104	Bureau 21 x 27 cm	15,00 €				
CARNET DE NOTES						
05270105	Rouge 2027 13 x 21 cm	6,00 €				
Participation aux frais de port						3,00 €
MONTANT TOTAL DE LA COMMANDE						

Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de la Vie Ouvrière

N° de chèque

Banque

Adressez votre bon de commande et votre règlement à :

La Vie Ouvrière – Case 600 – 263, rue de Paris – 93516 Montreuil Cedex

Tél. : 01 49 88 68 50 – commercial@nvo.fr

Également disponible
le carnet de notes



* Des 10 agendas d'une même référence achetée.

Commandez sur nvoboutique.fr

 /NVO-LaNouvelleVieOuvrière

 La_NVO

 @La_NVO

Code origine : EVENEMENT